

Ce que prévoit la nouvelle loi de finances complémentaire

Abdelmalek Sellal annonçait récemment, à l'occasion de l'ouverture de la Conférence internationale sur le commerce extérieur organisée par le ministère du Commerce, au Palais des Nations à Club-des-Pins, l'intention de son gouvernement d'aller vers la préparation d'une loi de finances complémentaire pour 2015. En réalité, «le projet est bien engagé et est à un stade très avancé au niveau des différents départements», nous confie-t-on de source gouvernementale.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Tous les ministères ont été instruits en vue de préparer, chacun à son niveau, ces propositions pour la loi de finances complémentaire et ce, avec des orientations très claires du Premier ministre», nous révèle notre source.

L'objectif du gouvernement, nous explique-t-on de même source, est de finaliser l'avant-projet d'ici juin, «avec les différentes réunions du gouvernement qui lui seront consacrées avant d'être soumis à l'approbation du Conseil des ministres. Dans tous les cas, la LFC 2015 sera présentée devant l'Assemblée populaire nationale en septembre prochain».

Dans une instruction aux membres du gouvernement, Sellal en a, par ailleurs, fixé les grandes lignes. «Cette LFC, qui sera confectionnée, comme d'habitude, sur la base d'un prix du baril à 37 dollars, s'articulera sur deux grands axes».

En l'occurrence, «il s'agira d'un côté, de revoir de manière intégrale toute la politique nationale en matière d'importation et, sur ce plan, tous, mais absolument tous les produits feront l'objet d'un minutieux examen avant d'être autorisés ou non à être importés».

Comme l'a d'ailleurs déclaré Sellal à la Conférence sur le commerce extérieur, «il ne sera désormais plus question d'importer n'im-



Sellal veut finaliser l'avant-projet d'ici juin.

porte quoi. Aucun produit disponible ou produit localement ne fera partie de la nomenclature de produits qu'importera l'Algérie». C'est connu, en effet, que l'importation, ouverte et sans la moindre limite depuis des années, constitue, tout à la fois, un gouffre pour les réserves nationales en devises, un désastre pour les entreprises nationales et une véritable menace pour

la santé publique. D'un autre côté, et s'agissant du deuxième grand axe sur lequel s'articulera la LFC 2015, Sellal enjoint aux membres de son gouvernement «d'aller le plus loin possible en matière de mesures concrètes, incitatives à l'investissement dans cinq secteurs en particulier : l'industrie, l'agriculture et la pêche, le tourisme, l'énergie et les énergies renouvelables

ainsi que dans le secteur des nouvelles technologies et de la communication». Autrement dit, il s'agit des mesures prises lors du fameux conseil restreint de crise, présidé par Bouteflika à la mi-décembre 2014.

Ce conseil, rappelle encore notre source, était intervenu pour tenter de juguler une surprenante et très sévère chute des prix des hydrocarbures «qui, en quelques jours seulement, avait rendue complètement caduque toute la loi de finances pour 2015 votée par le Parlement et que le Président était contraint tout de même de signer le 31 décembre, tout juste pour ne pas entraver la bonne marche de l'Etat. Mais concrètement, tout ou presque était à refaire avec cette nouvelle donne majeure qu'est la baisse des prix des hydrocarbures».

Pour tout dire, la véritable loi de finances pour 2015, qui définira la nouvelle politique économique nationale sans doute pour des années, ne verra le jour, dans les faits, qu'à la rentrée prochaine.

K. A.

KADI, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, À L'ENDROIT DE L'ETRHB ET ALTRO : «Ayez pitié de cette population qui traverse l'autoroute»

C'est un ministre des Travaux publics dépité et ne sachant plus comment s'y prendre face à des entreprises algériennes, surtout celles qui sont défaillantes sur beaucoup de tronçons, qui a été l'hôte de la wilaya de Bouira avant-hier.

Arrivé presque au crépuscule, soit à 19h30, tant et si bien que même ceux qui étaient là pour lui présenter les travaux ont été piégés par le temps en n'ayant pas programmé des projecteurs pour la circonstance, le ministre des Travaux publics, Abdelkader Kadi, visiblement mécontent déjà de ce qu'il venait d'inspecter durant toute la journée, sur un périple qui l'a mené depuis Tlemcen jusqu'à Bouira en passant par Mascara, Chlef et Aïn Defla, a eu à Bouira, au niveau du tronçon Bouira-Lakhdaria, la cerise sur le gâteau comme on dit.

Car des imperfections, du cafouillage exercé par les deux entreprises en charge de la réfection de ce tronçon, que sont ALTRO et ETRHB, qui ont l'ingénieuse idée de fractionner les travaux en plusieurs sections pour mieux pourrir la vie aux automobilistes, notre ministre en a vraiment vu ce samedi en venant d'Alger via ce tronçon, du moins depuis Lakhdaria jusqu'à l'échangeur de Djebbahia où des chapiteaux étaient érigés pour lui présenter l'état des lieux au niveau de ce tronçon, mais également sur d'autres points à savoir le tronçon El-Adjiba-Bouira sur 26 kilomètres, les échangeurs de Djebbahia, Bouira et Ahnif, les aires de repos et les stations-services, six en tout.

Aussi, une fois sur place, la première remarque, et avant même que les responsables de l'ANA entament leur speech, que le ministre fera concernera la mauvaise signalisation sur une des sections fermée dans un sens. Ensuite, et juste après les premières explications, il arrêtera le speech et interrogera le responsable de l'ANA sur l'état d'avancement des 4 kilomètres de glissement de la descente de Djebbahia, inspectée dernièrement et sur laquelle il a été entendu que la pose des pieux, 480 en tout, devait être lancée sous quinzaine. Il était question de renforcement de cette section par 5 foreuses afin d'aller plus vite. Avant-hier, le ministre apprendra que de tout ce qui a été convenu, rien n'a été fait ; rien n'a été lancé.



Abdelkader Kadi mécontent.

Aucun pieu n'a été réalisé. Et face à cette lenteur, face à cette lourdeur, le ministre et après un long soupir lancera à la face du responsable de l'entreprise chargée de la réalisation de cette section : «Je ne sais même

pas si vous êtes conscients des souffrances que vous êtes en train d'infliger à la population par vos lenteurs !» Puis, après un petit silence, il ajoutera, «non, je sais que vous n'allez jamais réaliser ces pieux. Je sais que vous êtes incapables de le faire. Alors, je vous le dis moi : soit vous sous-traitez le plus rapidement possible, soit vous laissez place à d'autres qui le feront à votre place». Et à l'adresse d'un de ses collaborateurs et le DTP de Bouira : «Je veux des solutions dans une semaine. Il faut passer à la sous-traitance. Ce n'est pas possible de continuer comme ça». Et un peu plus loin, quand on lui annoncera que l'entreprise SAPTA, chargée de la réalisation de l'échangeur de Djebbahia, a déjà réalisé tous les pieux nécessaires sur les lieux, le ministre sauta sur l'occasion en invitant sur place les responsables de l'ANA de prendre attache avec SAPTA pour renforcer les travaux au niveau de la descente de Djebbahia en lui confiant les poses des fameux pieux latéraux.

Cela étant, après avoir eu des explications sur les autres projets en cours au niveau de la wilaya de Bouira, sur les 101 kilomètres d'autoroute qui traversent la wilaya, le ministre a, lors d'un point de presse, improvisé sur les lieux. Il tempérera ses ardeurs en expliquant que les entreprises algériennes sont là et font du bon travail et que ses services sont disposés à les aider et à les conseiller mais celles-ci doivent accélérer la cadence pour en finir avec cette autoroute une bonne fois pour toutes. «Je veux et j'en fais même un défi, que tous les travaux de mise à niveau en cours au niveau de l'autoroute depuis Tlemcen jusqu'à El Kala, soient achevés avant la fin de l'année en cours».

Un bon défi qui aurait pu, en d'autres circonstances, rassurer beaucoup les usagers et la population en général, mais il se trouve que d'autres ministres avant lui, ses prédécesseurs, avaient déjà lancé ces défis mais sans résultat.

Y. Y.

SELON LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI : «Vers la création de 90 000 PME via l'Ansej et la Cnac d'ici 2019»

L'Etat table sur la création de 90 000 PME (60 000 via l'Ansej et 30 000 par la Cnac) durant le prochain quinquennat. C'est ce qu'a indiqué le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, en marge de l'ouverture de la 5^{ème} édition du Salon national de l'emploi (Salem-2015), qui se tient depuis hier à la Safex.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Mohamed El Ghazi a également fait savoir que «95% des entreprises créées via les dispositifs mis en place ont réussi et 5% ont échoué». «75% des entreprises créées via ces dispositifs ont pu rembourser leurs crédits bancaires», a noté le ministre qui soutient que les efforts soutenus de l'Etat pour promouvoir l'emploi vont se poursuivre à l'avenir. «300 micro-entreprises créées dans le cadre de l'Ansej et la Cnac participent à ce salon,

représentant les 48 wilayas», a-t-il souligné à propos de cette rencontre.

Placée sous le thème «la formation : clef pour l'accès à l'emploi», cette 5^e édition a pour objectif de faire connaître le savoir-faire et les compétences des micro-entreprises et également valoriser les dispositifs de promotion de l'emploi. «Cet événement promotionnel sera aussi une occasion pour les donneurs d'ordres de différents secteurs, afin de s'informer des capacités

de sous-traitance disponibles parmi les micro-entreprises exposantes, en vue d'étudier les opportunités d'affaires avec d'éventuels partenaires et fournisseurs», selon les responsables de l'Ansej.

Ce salon de 7 jours a vu également la participation de différents partenaires associés à la création des micro-entreprises, à l'instar des banques, la Cnas, la Casnos, ainsi que les services des impôts et des douanes.

Un riche programme d'animation est prévu en marge de ce salon, en direction des jeunes entrepreneurs exposants et du large public (visites guidées au profit des stagiaires des instituts et centres de formation professionnelle, des ateliers quotidiens

d'initiation sur l'entrepreneuriat». Par ailleurs, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a préféré ne pas parler d'une crise de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur du BTPH, pourtant soulevée par les professionnels du secteur.

Pour Nourredine Bedoui, «74 000 personnes ont été diplômées en métiers de BTPH». «Les unités et entreprises industrielles sont des unités de formation par excellence. Face à la demande du marché, il faut qu'elles s'ouvrent de plus en plus vers l'extérieur». «Je peux vous assurer que les 1 100 étudiants de l'Institut des travaux publics de Kouba trouvent de l'emploi avant même d'achever leur cursus», a-t-il soutenu.

S. B.